



La post-vérité, tombeau incertain des démocraties

L'élection de Trump a suscité maints commentaires sur la déstabilisation démocratique provoquée par l'activisme numérique des artisans de la post-vérité et des théories du complot. Le colloque organisé à l'occasion des dix ans de La Vie des idées a éclairé la question, tout en révélant des divergences politiques et intellectuelles fortes sur le sujet.

À l'occasion de ses dix ans d'existence, *La Vie des Idées*, "coopérative intellectuelle" fondée et emmenée par Pierre Rosanvallon, historien et professeur au Collège de France, a consacré, mardi 27 février, un vaste colloque à "la démocratie à l'âge de la post-vérité".

Les échanges, qui se sont tenus devant un amphithéâtre Marguerite de Navarre rempli à craquer, ont pointé les dangers inédits pesant sur le cours des démocraties. Sans toujours convaincre sur la question de savoir "comment inverser la tendance ?" – le sujet de l'après-midi –, en raison de difficultés conceptuelles et matérielles, mais aussi de perspectives politiques discutées ou discutables et d'une conception différente de la démocratie qui partage deux camps intellectuels.

Pierre Rosanvallon a ouvert les débats en les plaçant sous la figure tutélaire de Condorcet et des trois "préconditions" que celui-ci posait pour permettre "l'accomplissement démocratique", à savoir

- la confiance des citoyens envers leurs institutions,
- la capacité de ces citoyens à délibérer de manière éclairée, notamment pour choisir leurs représentants,
- et la possession d'un langage commun afin de pouvoir élaborer accords ou désaccords.



Nicolas de Condorcet

Un impératif qui poussa le célèbre mathématicien, devenu député avant de mourir emprisonné en 1794, à fonder un périodique intitulé le *Journal d'instruction sociale*, dont chaque numéro éclairait un grand thème : "peuple", "révolution" ou "représentation"...

Selon lui, le sens travesti des mots et la confusion des langues constituaient la cause des malheurs démocratiques, empêchant non seulement la communication entre citoyens et le débat public, mais surtout un accès commun à la réalité.

Pour Pierre Rosanvallon,

"l'âge de la post-vérité est caractérisé par un affaissement de ces trois pré-conditions", et si Condorcet revenait parmi nous, il vivrait un "cauchemar". Comment comprendre, en effet, que, "dans une société où le niveau d'éducation a autant progressé" par rapport à

l'époque de la Révolution française, nous vivions une telle "érosion de la confiance", une telle "confusion de la raison et de l'opinion" et un tel "brouillage des langues" ?



Pour le professeur au Collège de France,

"le déclin de la confiance, la relativisation de la vérité et la destruction du langage vont de pair et s'auto-alimentent pour dessiner le cercle mortel de la démocratie".

Le problème de la post-vérité n'est pas, en effet, selon lui,

"un souci marginal, mais au contraire un problème structurant l'avenir même de nos démocraties".

Pour l'historien, alors que le XX^e siècle a été celui de la mise en danger des démocraties par les totalitarismes, le XXI^e constitue en effet

"celui de la mise en danger des démocraties par l'âge de la post-vérité".

L'érosion de la confiance, cette "institution invisible", est d'autant plus marquée qu'elle est liée au déclin des deux autres institutions invisibles que sont l'autorité et la légitimité, ainsi qu'à une configuration où le sentiment s'est accru que les "élites" ou les "experts" constituaient un groupe social à part et en soi. Au contraire, à la fin du XIX^e siècle, rappelle Rosanvallon,

"chaque milieu avait ses élites et ses experts", à la façon dont le PCF possédait "ses artistes, ses savants et aussi ses technocrates".

Le deuxième élément inquiétant pour la démocratie et la connaissance serait, selon le chercheur, la relativisation de la vérité, relevant elle-même de deux dimensions très différentes.

"D'abord une dimension cognitive liée à deux éléments sociologiques. D'un côté, la multiplication des demi-savants à l'âge de l'éducation de masse entraîne un certain relativisme et abaisse la distinction entre le savoir et l'opinion. De l'autre, la complexification du monde conduit certains à vouloir reprendre possession du monde en se fondant sur des théories complotistes."

Pour l'historien,

"alors que le scepticisme informé ou le soupçon argumenté peuvent être des moteurs de la connaissance, les "attaques sceptiques", pour reprendre les termes de l'historien Carlo Ginzburg, se multiplient et constituent un moyen d'organiser la dissociation de l'opinion et de la raison, avec un rôle accélérateur d'Internet".

Mais, pour Pierre Rosanvallon, s'ajoute à cela le fait essentiel que le

"refuge dans les théories complotistes" vient du fait qu'elles remplissent, au-delà d'une fonction cognitive, une "fonction d'identification politique".

La "guerre des raisons ou des vérités", à laquelle on assiste de plus en plus fréquemment, "devient un substitut contemporain de la lutte des classes, recouvrant l'opposition entre un peuple et des élites".

Le monde "des convictions et des croyances" peut ainsi devenir plus important que la réalité en redonnant, "de façon paradoxale, une forme de dignité à des gens" qui en sont souvent privés par ailleurs.

Déconstruire les manifestations de la post-vérité ou les théories du complot exige alors de penser ce "ressort politique et social absolument essentiel", et non seulement de dessiller les yeux des crédules.

"On refuse la connaissance non en tant que connaissance, mais parce qu'elle est de plus en plus considérée comme l'apanage de groupes sociaux et d'intérêts", a jugé le professeur.

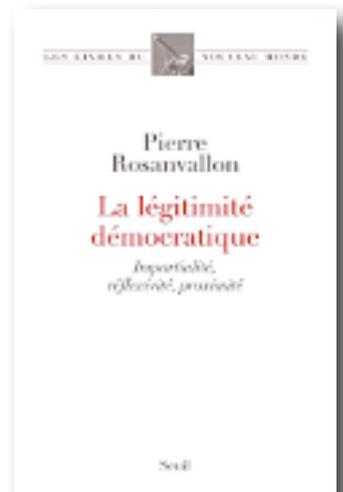
En effet, même si Juliette Roussin, maître de conférences au Collège de France, a ensuite souligné que

"le procès de la démocratie est aussi vieux que la démocratie elle-même", et tenté de dépasser "la partition platonicienne opposant une foule irrationnelle et une minorité éclairée" en cernant "comment le nombre et la raison peuvent converger",

Pierre Rosanvallon a mis en exergue que

"l'enjeu essentiel" est aujourd'hui sans doute moins cognitif que politique et social.

"Il faut mettre, a-t-il expliqué, la question de la division sociale au centre de la réflexion sur la démocratie, au moment où deux visions de celle-ci s'opposent. L'une prétend que la démocratie pourrait se résoudre dans une sorte d'unanimité technocratique, alors même que l'idéal d'unanimité est problématique puisque nous sommes dans des sociétés profondément divisées, non seulement sur des questions de connaissances, mais aussi d'intérêts."



Pour lui, la connaissance est donc

"un enjeu social qui ne met pas seulement en jeu le rapport à la vérité, mais des rapports sociaux perçus comme des rapports de domination. Si on veut redonner du sens aux mots, il faut que la démocratie accepte de reconnaître qu'elle ne peut fonctionner seulement avec un idéal technocratique, mais aussi un idéal de justice".

"Effets forts"

La suite du colloque a oscillé entre les deux pôles définis par ces interrogations liminaires, l'un faisant de la lutte contre les fausses opinions la matrice d'une reconstitution démocratique, et l'autre,

plus dubitatif vis-à-vis d'une focalisation sur les questions de vérité et de post-vérité comme centrales pour l'avenir de nos sociétés démocratiques, parce que ces questions sont aussi susceptibles d'oublier, voire de dénier, les divergences sociales.

Dans un premier temps, Dominique Cardon, professeur de sociologie à Sciences-Po où il est responsable du *Medialab*, et Romain Badouard, maître de conférences à l'université de Cergy-Pontoise, ont cherché à répondre à la question de savoir comment Internet avait pu bouleverser les régimes de construction des opinions.

Leur travail a permis de largement dégonfler l'idée d'une rupture majeure, en établissant que le réseau avait davantage introduit des différences d'échelle que de nature dans les tensions récurrentes entre opinion et raison ou entre conviction et délibération.

Dominique Cardon a ainsi rappelé la prétendue panique qui se serait emparée du peuple américain, le 30 octobre 1938, après la diffusion radiophonique de *La Guerre des mondes*, mise en ondes par Orson Welles et faisant croire à une invasion martienne de la Terre. Une panique en réalité largement inventée par la presse papier de l'époque et fondée sur l'idée que la radio, qui était par ailleurs en train de capturer le marché publicitaire de la presse écrite, avait des "effets forts" sur ses auditeurs, au point d'être capable de "débrancher" leur raison et leur raisonnement.

Le chercheur a effectué un parallèle avec ce qui se produit aujourd'hui autour des réseaux sociaux, en soulignant qu'on ne savait en réalité pas grand-chose des effets réels produits par les fausses nouvelles et les informations trompeuses qui y circulent.

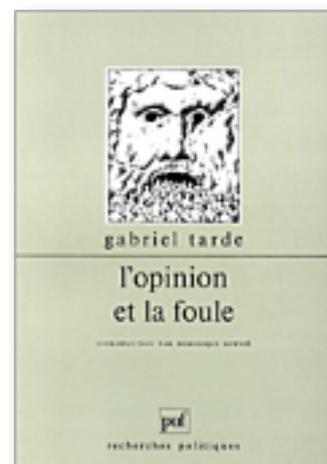
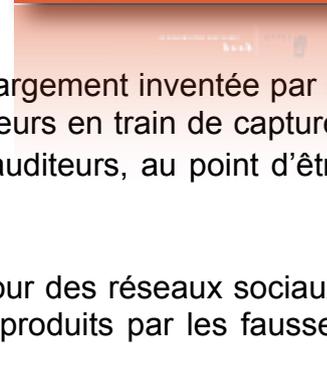
"Les réseaux sociaux, a-t-il expliqué, constituent un espace médiatique beaucoup plus complexe, moins lisible, et donc interprété comme plus sauvage. Mais, sur Internet, le fait qu'une information soit accessible ne signifie pas qu'elle soit vue. Plus de la moitié des informations demeurent mortes et silencieuses."

Il est également essentiel, pour Dominique Cardon, de ne jamais oublier les ordres de grandeur qu'on néglige souvent dès qu'on aborde les rivages numériques. Quelqu'un comme Alain Soral possède ainsi 31 000 abonnés sur *Twitter*, ce qui lui confère une visibilité importante, mais

"incommensurable avec, par exemple, le compte Twitter du Monde, qui compte 8 millions d'abonnés".

Le chercheur a ensuite repris la distinction entre les deux circuits de l'information mis en lumière par Gabriel Tarde en 1901 dans son livre *L'opinion et la foule*. Le premier "circuit" est constitué par le fait qu'une information descend vers son lecteur / récepteur, par exemple lorsqu'il s'empare d'un journal.

Mais il existe, pour Tarde, un second circuit, puisqu'une large partie de la réception et de l'appropriation de l'information ne se fait pas seulement à travers la lecture du journal, mais dans la conversation entretenue avec famille, collègues ou amis, qui est déterminante pour se faire une opinion...



Pour Dominique Cardon, la

"nouveau du numérique, qui constitue à la fois sa promesse et sa fragilité, est que ces deux circuits sont de plus en plus superposés. Les producteurs d'information ne contrôlent plus le contexte dans lequel nous lisons et partageons les informations".

Le sociologue a alors livré une analyse exhaustive des débats autour des fake news qui ont entaché la dernière élection présidentielle américaine.

"Il est vrai que, dans l'espace public numérique, beaucoup d'informations, fausses ou douteuses, ont circulé. Mais que savons-nous des effets de cette circulation massive sur ceux qui les ont lues et ceux qui ont voté ? La panique qui s'est créée dans le débat sur les fake news a remobilisé, comme dans l'épisode La Guerre des mondes, en 1938, le paradigme des effets forts sur des esprits faibles."

Pour le chercheur, ces fake news sont pourtant loin d'avoir fabriqué l'élection du magnat de l'immobilier. Les dernières données montrent en effet que

"sans nier le fait qu'à l'évidence, cette circulation massive a eu des effets, l'idée que ceux-ci auraient été massifs est erronée".

Pour conclure son intervention, Dominique Cardon a alors jugé qu'il fallait "désindividualiser la question croire/ne pas croire", et ne pas considérer seulement les rapports individuels à l'information, mais aussi les

"éléments structurels, comme, par exemple, dans le débat américain, la modification en profondeur de l'espace médiatique".

Romain Badouard a quant à lui souligné qu'il existait des nouveautés dans ce débat autour des fake news. D'abord, ces fausses informations sont de plus en plus utilisées à des fins de propagande politique. Ensuite, elles s'inscrivent dans une économie du clic spécifique.

"Des fausses informations sont produites à une échelle industrielle pour générer des revenus publicitaires", a-t-il expliqué. "Une enquête de BuzzFeed a notamment montré que beaucoup des sites producteurs de fausses informations pro-Trump se trouvaient en Macédoine. Elles étaient produites par des adolescents qui avaient simplement remarqué que les fake news pro-Trump étaient très partagées sur Facebook et donc susceptibles de devenir des supports publicitaires."

Enfin, les réseaux sociaux, et notamment Facebook, sont devenus une porte d'entrée vers l'actualité des citoyens, et notamment des plus jeunes d'entre eux.

Pour lui, les

"réseaux sociaux amènent donc une dérégulation du marché de l'information", mais aussi une logique de "contre-démocratie".

Le phénomène des fake news doit donc aussi être vu

"comme un levier d'intervention dans le débat public, débouchant sur une prétention à la véracité", qui peut devenir un problème mais ne doit pas masquer une autre dimension.

En effet

"si les fake news peuvent constituer un problème pour la démocratie, la loi anti-fake news en préparation risque d'être un remède pire que le mal. Déléguer la censure des fake news à des compagnies privées comme Facebook constitue aussi un problème majeur pour la démocratie".

"Précautionnisme"

L'après-midi du colloque, intitulé "comment inverser la tendance ?", a étrangement paru mettre de côté les complexités apportées par Romain Badouard et Dominique Cardon et surtout l'avertissement de Pierre Rosanvallon sur le fait que le sujet de "la démocratie à l'âge de la post-vérité" ne pouvait être une question seulement cognitive mais relevait d'abord d'un problème politique.



Il faut dire que l'ouverture de l'après-midi avait été confiée au sociologue Gérald Bronner, en raison de ses travaux sur *L'Empire des croyances* ( ditions PUF, 2003) et *La Démocratie des crédules* ( ditions PUF, 2013). Or ce chercheur, que la rumeur annonce comme candidat au Collège de France, constitue aujourd'hui l'incarnation d'une pratique du savoir au service d'une démocratie technocratique peu soucieuse de justice sociale, dont Pierre Rosanvallon venait pourtant d'affirmer l'aporie.

Depuis des années, Gérald Bronner met en effet sa plume et ses connaissances au service de grandes entreprises, à l'instar d'Areva, dont il est membre du conseil scientifique, d'EDF, dont il est membre du conseil médical, ou de Danone, pour lequel il livre ses analyses sur

"l'inquiétant principe de précaution en nutrition" et la dangereuse suspicion qui entend "faire régner la peur sur toute innovation alimentaire (aspartame, OGM...) et, pire encore, sur des produits plus traditionnels comme l'huile de palme".

Ce professeur à l'université Paris Diderot et membre de l'Académie nationale de médecine est aussi présent dans différents réseaux d'apparence scientifique, qui s'avèrent souvent des véhicules idéologiques très méfiants vis-à-vis de l'intervention des citoyens dans les questions démocratiques.

L'association "Sauvons le climat", dont Bronner est membre du conseil scientifique, se présente ainsi comme voulant apporter

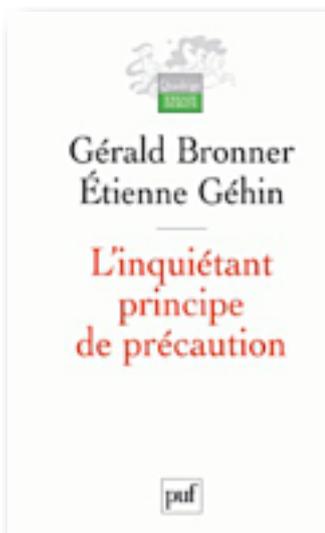
"une contribution positive, scientifique, cartésienne au débat, tout en estimant urgent que se crée un mouvement d'opinion puissant exprimant, loin des positions idéologiques, la réalité des faits".

Mais elle est considérée par de nombreux militants écologistes comme un faux nez présentable des partisans du nucléaire.

Gérald Bronner est aussi membre du conseil scientifique de l'Association pour les études sur la guerre et la stratégie (Aeges) et membre du comité de parrainage de la controversée Association française pour l'information scientifique (Afis). Le chercheur était, par ailleurs, annoncé comme intervenant aux prochaines journées de l'European Crop Protection, l'un des principaux lobbys de l'agroalimentaire et des fabricants de pesticides, mais il a finalement annulé sa venue...

Les convictions politiques personnelles de Gérald Bronner – il fait aussi partie du très libéral think tank Génération libre, de Gaspard Koenig – l'ont sans doute rapproché du patronat. Il avait ainsi notamment fondé, à Nancy, une entreprise intitulée Cognition et Stratégie, avec l'ancienne DRH d'Arcelor Mittal pour la région Est, actuellement déléguée générale du Groupement des entreprises sidérurgiques et métallurgiques (Gesim), c'est-à-dire un syndicat patronal de la métallurgie.

Tout cela ne serait qu'anecdotique si le chercheur ne s'inscrivait régulièrement dans une tendance de plus en plus lourde qui proclame la supériorité des experts sur les citoyens, perçus comme soit crédules et ignares, soit politisés et radicalisés.



Gérald Bronner et sa théorie du "précautionnisme" servent en effet de plus en plus souvent à tous ceux qui veulent contrer le mouvement actuel d'appropriation de la compétence des citoyens pour les questions les concernant et à déconsidérer l'approche démocratique et égalitaire des grands enjeux de notre temps.

Cette conception d'une démocratie par le haut et d'une science au service des puissants constitue le ressort essentiel de son dernier pamphlet contre la sociologie critique, *Le Danger sociologique* (éditions PUF). L'ouvrage vise en effet à délégitimer les sciences sociales critiques, notamment quand elles abordent les domaines de l'alimentation, de la santé, de l'environnement ou de la sécurité, au motif qu'elles seraient toujours orientées politiquement à gauche et insuffisamment fondées scientifiquement.

Son intervention au colloque du Collège de France n'a, de manière symptomatique, guère abordé la dimension sociale et politique des théories du complot et de la post-vérité, pour se contenter d'égréner différents exemples, parfois marquants, de "biais cognitifs" et de vérités "contre-intuitives" montrant à quel point notre cerveau pouvait nous tromper. Avant de conclure que

"la stimulation de la pensée analytique est de nature à faire reculer l'endossement de théories complotistes".

Au-delà du cas de ce chercheur, apparaissent des fractures et recompositions intellectuelles fortes autour de la notion de post-vérité, des théories du complot et de la conception de la démocratie. La première réside dans une étrange alliance entre des sciences sociales au service des puissants, telles qu'elles sont incarnées par Gérald Bronner, et certains des représentants les plus célèbres des sciences dites dures.

La manifestation de cette alliance scientiste s'est récemment manifestée dans une tribune, qui, après avoir été refusée par plusieurs journaux, s'est retrouvée hébergée sur un simple blog du Huffington

Post. Intitulée "La culture scientifique est à reconquérir", elle a été signée par Gérald Bronner et des scientifiques de renom, dont plusieurs prix Nobel de physique et chimie, et dénonce "le populisme précautionniste omniprésent".

Dans le fond comme dans le ton, elle fait inmanquablement penser à **l'appel d'Heidelberg**, ce texte signé par de très nombreux scientifiques au moment du premier Sommet de la Terre, à Rio en 1992, qui s'en prenait à "l'écologie irrationnelle" et s'était avéré être une opération orchestrée par des lobbys de l'amiante et du tabac.

La seconde reconfiguration, liée aux questions de post-vérité et de complotisme, concerne davantage les sciences sociales elles-mêmes et permet de distinguer deux pôles radicalement opposés. Le premier, emmené par Gérald Bronner, s'intéresse principalement à la dimension cognitive de la post-vérité et se focalise sur l'échelle individuelle et neuronale, bien qu'elle ait pu lui jouer des tours, **comme l'avait montré le journaliste du Monde Stéphane Foucart**. Cette position juge ainsi que la démocratie et le savoir sont avant tout sapés par la crédulité ou la mauvaise foi militante, mais ne se préoccupe guère des inégalités de position ou de richesse, quand elle ne cherche pas à délégitimer toute critique de la domination.

L'autre pôle, emmené par le philosophe et économiste Frédéric Lordon, tempête depuis maintenant quelque temps sur la manière dont l'accusation de "complotisme" constitue avant tout une manière de délégitimer toute tentative radicale d'inverser le cours des choses et permet d'accuser d'irrationalité quiconque s'élève contre les sachants et les dominants.

"La seule ligne en matière de complots", écrit ce dernier, "consiste à se garder des deux écueils symétriques qui consistent l'un à en voir partout, l'autre à n'en voir nulle part — comme si jamais l'histoire n'avait connu d'entreprises concertées et dissimulées..."

D'autant qu'il faut, selon lui, lire le complotisme d'abord

"comme la dérive pathologique d'un mouvement pour en finir avec la dépossession, d'un effort d'individus ordinaires pour se réapproprier la pensée de leur situation, la pensée du monde où ils vivent, confisquée par des gouvernants séparés entourés de leurs experts — bref, un effort, ici dévoyé, mais un effort quand même, pour sortir de la passivité".

Entre ces deux pôles, la voie présentée dans l'introduction du colloque par Pierre Rosanvallon supposant de tenir les deux bouts du cognitif et du politique, du savant et du social, paraissait étroite.

La question de saisir si la déstabilisation démocratique que nous connaissons vient d'abord des pentes complotistes ou en priorité de l'évacuation d'une question sociale de plus en plus criante, est pourtant déterminante pour l'avenir des démocraties.



Serge Haroche à Stockholm en 2012

À cet égard, la conclusion du colloque a laissé les spectateurs dans le brouillard sur la manière d'inverser la tendance actuelle. Le prix Nobel de physique 2012 et professeur émérite au Collège de France Serge Haroche a jugé, après avoir dénoncé

"le relativisme culturel cultivé par certains pans de la sociologie", que pour

"défendre la science, ses valeurs et la démocratie", il existait "une seule et même réponse : l'éducation à tous les âges et à tous les niveaux".

Avant que son collègue, Alain Fischer, directeur de l'*Institut Imagine*, de l'hôpital Necker, ne murmure qu'il ne pouvait

"s'empêcher de penser que l'Allemagne qui avait produit le nazisme constituait alors l'un des pays les plus éduqués du monde..."